



*Pour le socialisme, la République  
et la démocratie*

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**Victoire du vote "NON" en Grèce  
Une défaite pour l'Union européenne et ses valets  
Une victoire pour le peuple grec,  
au compte de tous les peuples d'Europe**

Des banlieues ouvrières aux villages les plus reculés, les travailleurs, chômeurs, retraités, petits paysans et commerçants ruinés, les jeunes (à plus de 67 %) ont massivement voté « non » au référendum convoqué ce 5 juillet 2015.

A l'annonce de la victoire du vote « non » (à 61 %), des milliers sont descendus dans la rue.

« *Aucun sacrifice pour l'euro et la dette !* », « *Dehors la troïka, dehors les mémorandums d'austérité !* » : les travailleurs grecs l'exigent.

C'est une défaite infligée à l'Union européenne, à la BCE et au Fonds monétaire international (FMI), qui, pendant cinq ans, ont saigné le peuple avec leurs « mémorandums » d'austérité, contre lesquels grèves et manifestations se sont multipliées.

C'est une défaite pour Obama, Hollande, Merkel, Juncker... et leurs médias « à la botte », qui, comme lors du référendum en France en 2005, appelaient à voter « oui », à coups de chantage et de mensonges.

C'est une défaite pour tous ceux qui, en Grèce, appelaient à voter « oui ».

C'est une défaite des ex-Premiers ministres Samaras (de droite) et Papandréou (« socialiste ») qui appelaient à voter « oui ».

Une défaite aussi des dirigeants de la prétendue Confédération européenne des syndicats (CES) qui dénonçaient ce référendum comme facteur de division du peuple grec, se plaçant ainsi aux côtés des patrons et des gouvernements de tout le continent.

Les travailleurs et les jeunes ont répondu à cette honteuse campagne : ils se sont regroupés et ont affirmé leur unité dans le vote « non ».

Ils ont ainsi mis en échec toutes les manœuvres de ceux qui appelaient à voter nul ou à s'abstenir, comme par exemple les dirigeants du Parti communiste grec (KKE) qui appelaient à voter nul et dont plus de la moitié des électeurs ont choisi le vote « non ».

Le « non » massif ouvrier et populaire est l'expression de la résistance des travailleurs et du peuple contre les mesures d'austérité, les privatisations et la destruction des services publics (hôpitaux, écoles...), la remise en cause des conventions collectives et les licenciements, en Grèce comme dans chaque pays d'Europe.

Le « non » du peuple grec rejoint le combat engagé par les travailleurs et leurs organisations en France pour défaire la politique du gouvernement Hollande-Valls, pour le retrait de la loi Macron, du pacte de responsabilité, de la loi Touraine, de la « réforme du collègue », des plans de licenciements...

## **Le vote « non » du peuple grec ouvre la voie aux travailleurs de toute l'Europe.**

Il met à l'ordre du jour la rupture avec l'Union européenne des capitalistes, des banquiers et des spéculateurs !

Ce 5 juillet met à l'ordre du jour le démantèlement de l'Union européenne, de l'euro, le combat pour chasser le FMI et contre chacun des gouvernements qui se soumettent à ces institutions capitalistes !

Le résultat du 5 juillet se dresse contre tous ceux qui prétendent endormir les travailleurs en parlant « *d'Europe sociale* », d'une Union européenne « *plus démocratique* ». Il se dresse aussi contre tous ceux qui voudraient imposer le retour à des « négociations » dont le seul objectif est d'« aider » le gouvernement Tsipras à signer « un bon accord », conforme aux exigences des étrangleurs du peuple grec.

Ce 5 juillet met à l'ordre du jour, en Grèce et dans tous les pays, de manière immédiate, l'annulation de tous les « mémorandums » et des mesures d'austérité, ainsi que l'annulation de la dette. Au-delà, il pose la question de la nationalisation des banques sans indemnité ni rachat.

Piétinant le vote souverain du peuple grec, l'Union européenne et l'Eurogroupe exigeaient – et obtenaient – du gouvernement grec la démission du ministre des Finances, dès le 6 juillet au matin. Comme après la victoire du vote « NON » en France le 29 mai 2005, l'Union européenne, c'est le viol de la démocratie !

Le Parti ouvrier indépendant (POI), constitué en 2008, a inscrit sur son drapeau le combat pour la rupture avec l'Union européenne, pour l'union libre des peuples d'Europe, libérés de l'exploitation et de l'oppression.

Le POI a dès l'annonce du référendum par le premier ministre grec, a pris position pour la victoire du vote « NON », aux côtés des travailleurs et jeunes de Grèce. Le 2 juillet, l'un des secrétaires nationaux écrivait : « *Une victoire du vote non au référendum suffira-t-elle ? Non, mais elle peut constituer un point d'appui, un encouragement pour la mobilisation directe de la classe ouvrière et des couches populaires, pour mettre en échec les exigences meurtrières de la troïka. C'est pourquoi l'attention de tous les travailleurs d'Europe est tournée ces jours-ci vers la Grèce.* »

Le Parti ouvrier indépendant, qui prépare son V<sup>e</sup> Congrès ouvert (novembre 2015), appelle fraternellement les travailleurs, les jeunes, les militants ouvriers de toutes tendances de France, à agir ensemble

\* pour la rupture avec l'Union européenne et ses institutions, au service des capitalistes et des banques ; pour l'annulation de la dette, aux côtés du peuple grec et des peuples de toute l'Europe ;

\* pour l'unité des travailleurs et des organisations, pour l'indépendance des organisations syndicales, pour bloquer et mettre en échec la politique anti-ouvrière et anti-démocratique du gouvernement Hollande-Valls, fidèle exécutant des directives de Bruxelles.

**Rejoignez le POI !**

**Les secrétaires nationaux du POI**

**Daniel Gluckstein, Jean Markun, Gérard Schivardi**